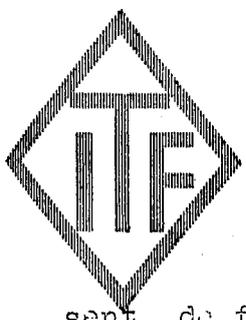


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N° 24  
5ème année

Amsterdam, le 27 novembre 1937.

## Cinq syndicalistes livrés à la Ovra!

(I.T.F.) Fin octobre les ouvriers du bâtiment sont entrés en grève à Buenos-Aires, les employeurs ayant refusé d'accorder une augmentation des salaires correspondante à l'accroissement du coût de la vie et même de commencer de sérieuses négociations. Bien que les grévistes eussent, de façon disciplinée, évité tous actes illégaux, le gouvernement argentin a simplement fait arrêter cinq militants de nationalité italienne et les a fait transporter en Italie, comme prisonniers à bord du vapeur italien "Principessa Giovanna", cela bien qu'ils aient depuis des années déjà vécu en Argentine. Les victimes de cette mesure révoltante sont le secrétaire de la Fédération argentine des ouvriers du bâtiment Guido Fioravanti, le secrétaire adjoint José Pieruccioni, Mario Pini, membre du Comité central et les frères Fabretti dirigeants du syndicat des maçons de Buenos-Aires. Les cinq syndicalistes se trouvent à présent entre les mains de la Ovra, la trop fameuse police secrète fasciste.

C'est sur le gouvernement argentin que retombe toute la responsabilité pour le sort des cinq militants!

Droit martial en Italie. (I.T.F.) Un correspondant de Rome écrit à "Giustizia e Libertà": "Les usines de matériel de guerre sont militarisées. Dans chaque fabrique de ce genre il y a non seulement une direction technique mais aussi une direction militaire... qui fait surveiller l'établissement jour et nuit. Tous les ouvriers sont considérés comme de véritables soldats en service actif et soumis aux règlements militaires. Les actes de sabotage, d'indiscipline etc. sont punis d'après le code militaire. L'ouvrier qui, sans motif justifié, s'absente du travail pendant plus de quatre jours est déclaré déserteur et peut être condamné par le Tribunal militaire à être fusillé."

Franco et le capital anglais. (I.T.F.) Le rédacteur financier du quotidien anglais "Daily Herald" écrit: "... la pression des groupes capitalistes ayant des intérêts en Espagne est certes une des principales causes des sympathies franquistes du cabinet anglais. Sans cesse on entend dire qu'il est affirmé dans la City que les sociétés espagnoles ont moins à souffrir de "troubles ouvriers" depuis la conquête par Franco de telle ou de telle région. Ceci veut dire en d'autres mots: l'appareil terroriste de Franco permet aux sociétés d'abolir les institutions de délégués du personnel et de maintenir à un niveau de famine les salaires et conditions de travail.

Franco qui vend en Italie et en Allemagne la grande majorité de ses minerais, tente d'offrir quelques compensations aux sociétés britanniques en contraignant les ouvriers espagnols à travailler plus longtemps pour un salaire réduit! Franco en effet est un "national".

Ce que la dictature grecque veut garder secret.

(I.T.F.) Le dictateur de la Grèce, le général Metaxas, qui a fait mettre au pas les organisations syndicales

libres et veut forcer les ouvriers grecs à accepter sans résistance des avilissements de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail, désire que ses mesures réactionnaires soient le moins possible divulguées à l'étranger. C'est pourquoi le ministère de la Presse et des Communications a, à présent donné à tous les journaux l'instruction que voici: "Il est defendu de publier des renseignements sur des organisations syndicales et professionnelles; toute allusion à des actions de ces groupements est interdite à moins que ces allusions n'aient rapport à des renseignements et activités pour appuyer l'oeuvre du gouvernement et aient été expressément approuvées par le ministre du Travail." (article 10 des Instructions de la presse).

La publication de tous articles ou notes au sujet du coût de la vie, ainsi que de la hausse des prix et des bénéfices a en outre été interdite.

Afin d'éviter que, malgré ces interdictions, les journaux fassent paraître des renseignements sur la situation réelle des travailleurs grecs, tous les journaux doivent passer par la censure avant leur parution. Les passages biffés par la censure doivent être remplacés par un autre texte. (D'un article d'un envoyé spécial du "Daily Herald" dans le numéro du 10 novembre).

"Un agent du Troisième Reich"

(I.T.F.) Dans plusieurs pays les politiciens fascistes rivalisent en "sentiments patriotiques", déclarant qu'eux seuls ont une orientation "nationale" et qu'il faut les considérer comme "sauveurs de la patrie". Dans des lettres confidentielles toutefois, ils adoptent un autre ton. C'est ainsi que le chef et caissier du "Front" suisse, Tödtli, écrivait de Berne le 15 juin 1936, dans une lettre pour demander de l'argent à la Centrale nazie à Erfurt: "Pourtant, je suis votre agent et aussi (indirectement) un agent du Troisième Reich".

Cette lettre a été soumise, le 29 octobre, au tribunal arrondissemental de Zurich. (Nous empruntons ces renseignements au "Neue Zürcher Zeitung", du 19 novembre 1937).

Dans les lettres que les fascistes d'autres pays écrivent en Allemagne pour demander des secours, ces "agents du Troisième Reich" tiendront un langage analogue.

"Un sujet de méditations"

(I.T.F.) Le journal d'entreprise de la Société Krupp publié (le 15 octobre) toute une série de photographies de la visite de Mussolini aux usines Krupp à Essen. Il renonce toutefois à décrire l'enthousiasme du personnel. Quelques pages plus loin on apprend pourquoi: la direction n'a pas été contente de l'attitude des ouvriers. Le journal écrit: "Tous les jours on doit faire la constatation pas précisément édifiante qu'en réponse au salut allemand (lever la main selon la coutume fasciste italienne en disant Heil Hitler - Red.) on entend soit un "bonjour" encore à moitié ensommeillé soit un "Mahlzeit" (souhait que les Allemands se font après un repas-Red.) bien rassasié, éventuellement accompagnés l'un et l'autre d'un vague salut allemand."

Le rédacteur place ses griefs sous l'en-tête: "Un sujet de méditations".

Politique sociale allemande.

(I.T.F.) Après quatre ans le Front allemand du Travail présente pour la première fois un rapport annuel. Il est vrai que ce rapport ne contient pas une ligne sur la question financière. Où passe l'argent, est et reste un mystère. Le rapport ne souffle mot non plus sur l'étendue de l'organisation; il ne trahit point combien de secrétaires ont été ajoutés l'année écoulée aux 27000 secrétaires dont parlait le 18 juin 1936 (dans le "Angriff") le trésorier du Front du Travail. Les 256 pages de ce rapport, qu'un esprit humoristique a fait relier de toile rouge, ne contiennent pas autre chose que des renseignements sur une seule section, l'"Office social".

Pour celui qui s'attend à trouver dans ce rapport au moins un aperçu sur la situation des travailleurs allemands ou ne fût-ce qu'un aperçu sur l'activité du front du travail à leur intention, la lecture de ce volume ne saurait être qu'une déception. Le rapport a ses bonnes raisons pour se borner à des considérations généralement connues. Les décisions sur le terrain social ne sont en effet pas prises en Allemagne

par le Front du Travail, qui n'est qu'un organe de propagande nazie, mais par les employeurs et les fonctionnaires du ministère du Travail où les employeurs prédominent. Les permanents de l'"Office syndical" suivent le char de la réaction sociale de l'Etat.

Le rapport contient cependant ci et là quelques constatations au sujet de certaines catégories ouvrières. Ces constatations n'apportent rien de neuf mais elles constituent des confirmations officielles des renseignements de groupements syndicaux clandestins. Nous faisons suivre ici quelques-unes des plus intéressantes.

Salaires de famine. "Les salaires horaires étaient et partiellement sont encore très bas à l'heure qu'il est... Ce niveau de rétribution relativement si bas n'a pas pu être augmenté" (page 15). "Dans certaines branches de l'industrie les salaires minima se trouvent ou se trouvaient à un niveau objectivement trop bas. Lorsque la famille d'un citoyen occupé à plein rendement, doit toucher pour pouvoir vivre des secours du "Bien-être National-socialiste" ou du Secours d'hiver c'est là une situation qu'il faut sans plus qualifier de mauvaise" (page 17). - Or, l'année dernière le Secours d'hiver a secouru plus de un million et demi de travailleurs pleinement occupés avec leur famille, soit au moins 4 à 5 millions de personnes!

Les associations patronales "dissoutes" imposent de bas salaires. Le Front du travail mentionne "l'activité constatée dans des cas isolés(?) d'organes subalternes économiques oeuvrant dans le sens des associations patronales dissoutes". Il parle l'"instructions données par ces organes aux entreprises de ne pas dépasser les salaires contractuels afin de pas compromettre la paix industrielle dans les autres entreprises de la même branche" (page 29) et il prend le parti du patrona "Il convient de s'opposer aux tentatives de relever la limite contractuelle des salaires minima" (page 35) en d'autres mots partout où un système de travail aux pièces ne saurait être pratique par exemple dans les entreprises de transports, il convient de maintenir les salaires de crise.

Dépression des salaires. "Malheureusement, la rétribution au-dessous du salaire horaire contractuel joue un certain rôle dans le travail aux pièces" (page 27). Dans presque tous les pays capitalistes les taux des salaires aux pièces sont déprimés à défaut d'organisations syndicales assez fortes pour les sauvegarder. Dans le Troisième Reich toutefois, où l'Etat prétend veiller sur les intérêts des travailleurs cette dépression est particulièrement rigoureuse. L'Office social, parlant de la pratique des employeurs nazis, déclare "que l'on prend pour le chronométrage le rendement du meilleur ouvrier qui doit déterminer la moyenne... que souvent on alterne les systèmes de la rétribution aux pièces et du paiement à l'heure et qu'on exige que le rendement maximum réalisé en régime de salaire aux pièces soit maintenu en cas de salaire horaire... que lorsqu'un revenu déterminé est atteint, les temps alloués baissent automatiquement"...et encore que les employeurs s'y entendent pour "compliquer à tel point l'établissement du revenu aux pièces qu'une vérification du calcul est tout bonnement impossible" (page 32). Le rapport oublie toutefois d'ajouter à ce propos que les Nazis ont aboli les commissions syndicales d'autrefois pour la surveillance de la rétribution aux pièces.

Heures supplémentaires non payées. "Un nombre de chefs d'entreprise ont procédé à faire faire des heures supplémentaires au profit du secours d'hiver. La rétribution de ces heures est alors versée à cette oeuvre" (page 68). Les éloges vont à l'employeur, les ouvriers doivent faire le sacrifice et en outre payer encore 6 à 8% d'impôt sur ce salaire qu'il ne touchent pas.

Jours fériés non payés. "Pour le 65 p. cent de tous les ouvriers le système de jours fériés tombant un jour de semaine n'existe pas en 1937" (page 43).

Les accidents continuent à augmenter. "Les nombres des accidents notifiés aux caisses industrielles d'assurance-maladie étaient, par 10.000 ouvriers occupés à plein rendement, en 1935 de 932, en 1936 de 969" (page 199).

Avilissement des assurances sociales. "La pension payée en moyenne par la Caisse d'assurance des mineurs diminua de 465 à 350 marks par an, soit de 25% environ" (page 230).

A tout cela s'ajoute la surveillance de la vie privée: "Attendu que la protection ouvrière ne devra pas seulement s'occuper de surveiller et de diriger l'ouvrier pendant ses heures de travail, une importance particulière devra être accordée à la direction de l'ouvrier en ce qui concerne son orientation générale dans la vie" (page 203.).

La censure interdit aux journaux nazis d'écrire au sujet de la situation réelle des ouvriers allemands. Toujours à nouveau la propagande nazie nous parle du "paradis des ouvriers" qu'est le "troisième Reich". Si quelques constatations indiquant la misère des ouvriers ont été laissées dans le rapport de l'Office social du "Front allemand du Travail", c'est parce que l'on supposait que ce volume ne sera pas lu à l'étranger.

Le parti de Hitler a besoin (I.T.F.) Le parti hitlérien ne réussit pas à recueillir assez de fonds; c'est pourquoi on a à présent contraint les fonctionnaires du territoire de la Sarre à adhérer au parti, en exigeant d'eux qu'ils payent pour deux ans une cotisation triple ou quadruple, chaque fonctionnaire supérieur devant payer quatre fois, chaque fonctionnaire moyen trois fois la cotisation régulière ("Angriff", du 12 novembre 1937).

Deux ou trois des cotisations ainsi arrachées aux fonctionnaires seront utilisées pour régler la cotisation d'ouvriers "comme il faut". De cette manière on rend particulièrement difficile aux travailleurs de se soustraire à l'adhésion au parti de la trahison ouvrière en alléguant leur salaire de famine, et le parti nazi encaisse des cotisations. On ne peut pas prendre de mesures sévères contre un ouvrier peu payé qui a des arriérés, mais malheur au fonctionnaire qui ne paye pas à temps!

La lutte autour de la liberté de mouvement. (I.T.F.) Les ouvriers allemands qui ont travaillé entre le 17 mai 1931 et le 17 mai 1934 pendant au moins 52 semaines comme ouvrier agricole ou dans la ferme d'un parent, ne pouvaient plus, depuis le 17 mai 1934, être employés dans les principales entreprises industrielles, des transports, qu'avec une autorisation du bureau de placement. La liberté de mouvement des travailleurs de la terre a ensuite encore été limitée davantage. Les bureaux de placement reçurent, le 29 mars 1935, le droit de contraindre toutes les entreprises à congédier les ouvriers et employés qui avaient travaillé, entre le 1er janvier 1932 et le 1er avril 1935, pendant 52 semaines chez des paysans ou dans des exploitations agricoles.

Les ouvriers agricoles et fils de fermiers se sont avec succès opposés à cette suppression de leur liberté de mouvement, à cette contrainte de consacrer toute leur vie au travail des champs.

Comme auparavant "on constatait une désertion des campagnes dans une mesure considérable" ainsi constate l'Office national pour le placement dans son dernier rapport annuel. Ce rapport fait aussi mention "des tentatives d'une grande partie des paysans allemands d'envoyer leur enfants fréquenter l'école industrielle en ville" On peut donc dire que les essais pour entraver toute liberté de mouvement du prolétariat de la terre, avaient échoué. Le 27 novembre 1936 on a, sans oser gager, aboli les prescriptions légales entravant la liberté de mouvement pour ouvriers agricoles et fils de fermiers (de plus de 25 ans). Il est vrai que les bureaux de placement tâchent par des mesures bureaucratiques d'entraver la désertion des campagnes. Malgré cela, elle s'est encore accentuée cette année et elle continuera à s'accroître aussi longtemps que les conditions de travail et de salaires ne seront pas sérieusement améliorées à la campagne.

Heures de loisir en Allemagne: (I.T.F.) L'armée privée brune, la SA, Marcher jusqu'à n'en plus pouvoir est envoyée en Allemagne d'une parade à l'autre. Souvent, trop souvent, on n'a aucun égard pour l'état de santé, la résistance physique des S.A. Le nombre des victimes de cette folie d'exercices militaires a augmenté à tel point que le médecin en chef du groupe des S.A. de Hesse--un groupe des S.A. correspond à peu près à un corps d'armée--proteste ouvertement et exige: "Il faut que les marches avec paquetage complet prennent fin aux heures chaudes de la journée. Le nombre qu'on connaît des cas de décès survenus à la suite de marches forcées avec pleine charge, pour ne pas parler des affections qui se manifestent après-coup, est extraordinairement élevé.... On ne peut pas s'attendre à ce qu'un milicien des S.A. qui peut-être le jour doit constamment être debout et en mouvement comme facteur, livreur de journaux ou garçon de café, dispose encore le soir des réserves voulues pour un exercice fatigant de marche ou de course" (Medizinische Wochenschrift, 1er octobre 1937).

Les statistiques nazies -  
un avertissement nécessaire.

(I.T.F.) "Wirtschaft und Statistik" le  
periodique de l'Office national de sta-  
tistiques du Reich publie dans le deu-

xième numéro d'octobre des données sur le mouvement des salaires en Allemagne. Vu que les periodiques officiels de plusieurs ont pays ont coutume, par courtoisie mal comprise, de reproduire ces chiffres tels quels, sans aucun commentaire, et que même des organes syndicaux s'en servent parfois, nous tenons à constater ici une fois de plus que ces relevés officiels ne font que jongler avec des chiffres et ne donnent pas une image digne de confiance des revenus réels des ouvriers allemands. On ne saurait assez mettre en garde contre une reproduction de ces chiffres sans les soumettre préalablement à un examen critique.

Depuis le début de 1935 on ne s'intéresse plus en Allemagne lors de relevés officiels sur les salaires, aux revenus des ouvriers individuels, mais on se borne à demander des indications sur le total des salaires payés dans un certain nombre d'entreprises, total qu'on divise de manière schématique par l'effectif total des ouvriers occupés. "Le niveau moyen des salaires est dépendant aussi de la structure des entreprises et de la repartition sur les différentes catégories d'âge des personnels de diverses industries et régions à différentes époques" ("Wirtschaft und Statistik" 1er numéro d'avril 1936). Il est par conséquent dans certaines limites possible d'arriver à pour ainsi dire toute "constatation" qu'on pourrait désirer en incluant dans l'enquête des entreprises ou services d'entreprises comptant un grand nombre d'ouvriers spécialisés ou en substituant à des établissements dans des lieux de résidence bon marché des établissements situés dans des régions où la vie est plus chère, ou encore en étendant l'enquête à des catégories d'ouvriers qui doivent accomplir fréquemment des heures supplémentaires rétribuées.

Les Nazis semblent avoir largement profité de cette possibilité: la première publication de ces totaux payés en salaires (dans "Wirtschaft und Statistik" 2ème numéro de mars 1936) indiquait encore pour l'industrie du bâtiment et les scieries les revenus horaires moyens bruts pour les différentes régions économiques et les classes de lieux de résidence, à côté de la moyenne nationale. Lors de la publication des relevés relatifs à l'industrie chimique, l'industrie des métaux, la menuiserie dans le bâtiment et l'ébénisterie on avait toutefois renoncé à indiquer séparément les données pour les différentes régions économiques (1er numéro de mars 1936). Or la deuxième publication de la statistique des salaires a pour toutes les industries supprimé l'indication des revenus moyens touchés dans les diverses régions économiques séparément. Vu toutefois que l'on connaissait le taux horaire contractuel pour les différentes régions on pouvait vérifier si les revenus bruts moyens, qui contiennent les indemnités pour heures supplémentaires etc. correspondaient du moins au taux horaire le plus bas. Depuis mai 1936 ce contrôle a été rendu impossible; cependant on pouvait toujours constater, aussi longtemps qu'étaient publiés les salaires payés pour différentes industries dans les diverses classes de lieux de résidence, si le chiffre moyen avait été "flatte", en faisant entrer dans le calcul des lieux de résidence d'une classe plus élevée. C'est pourquoi les méthodes statistiques ont été avilies davantage: on a renoncé aussi à la publication des taux par classes de lieux de résidence. Les renseignements relatifs aux relevés de mars et de juin 1936 ne donnent que les moyennes nationales. Quant aux relevés de septembre et décembre 1936 et de mars et juin 1937 on n'a plus du tout publié de détails se bornant à des revenus horaires moyens pour l'ensemble de l'industrie des moyens de production et l'ensemble de celle des articles de consommation. (1er numéro de juillet 1937). Enfin les statisticiens nazis ont découvert une méthode encore plus efficace pour camoufler la réalité. Dans le 2ème numéro d'octobre 1937 "Wirtschaft und Statistik" a publié des revenus moyens nationaux relatifs à 16 industries pour toute l'année 1936, mélangeant ainsi les résultats de 4 enquêtes différentes. Or, vu qu'on n'indique pas à quel point la composition des personnels et le choix des entreprises touchées par l'enquête s'est modifié d'une enquête à l'autre, la statistique ne donne même plus un aperçu du mouvement des salaires sur la base de chiffres totaux. Les Nazis ont obtenu toutefois ainsi la possibilité de pouvoir, si une des enquêtes trimestrielles faisait ressortir un recul, un résultat plus favorable, lors de l'enquête suivante, en y englobant tout simplement d'autres entreprises. Malgré tous ces efforts pour jongler avec les chiffres, une comparaison des revenus moyens "officiellement" constatés pour 1936 avec les taux horaires contractuels/que dans

6 des 12 industries pour lesquelles des chiffres de comparaison sont disponibles, les revenus moyens bruts, qui comprennent tous les suppléments restent encore au-dessous des taux prévus par les contrats!

Il n'est que trop compréhensible que même l'Institut officieux pour l'étude des conjonctures hésite à se servir de ces chiffres et constate que "dans le courant des dernières années, il est devenu de plus en plus difficile...de suivre le mouvement des salaires et traitements dans les différentes branches de l'économie et catégories professionnelles" (Bulletin hebdomadaire, 20 octobre 1937). Des sérieux périodiques sociaux, non assujettis à la censure nazie, devraient faire montre à l'égard de ces truquages de chiffres d'au moins autant d'esprit critique que l'Institut pour l'étude des conjonctures. (Voir le numéro du 22 août 1936).  
/aussi à ce sujet

Pas d'enfants ouvriers si possible! (I.T.F.) L'Association allemande pour la prévoyance sociale fait auprès des écoles qui forment les visiteuses pour oeuvres sociales, une enquête pour savoir de quels milieux viennent leurs élèves. Dans l'organe des médecins berlinois, on trouve le résultat de cette enquête pour les 13 principales écoles ayant 433 élèves (sur un total de 1.098): "Il est caractéristique pour la situation actuelle de constater que 18 seulement des 433 élèves se vouant à une carrière sociale viennent des milieux ouvriers". (Suivant le "Angriff" du 3 novembre).  
encore  
C'est ainsi que le privilège des classes possédantes a été accentué en régime hitlerien!

Une grève d'ouvriers agricoles (I.T.F.) Au début d'octobre, lors de la récolte des betteraves à sucre dans une exploitation agricole autrichienne, les ouvriers se sont mis en grève, pour la première fois depuis l'anéantissement de leur organisation syndicale libre. On avait depuis 1934 avili d'année en année la prime payée aux camionneurs pour le transport des betteraves, prime arrachée dans le temps par le syndicat libre. Cette année la prime devait encore être réduite. Les ouvriers s'y opposèrent; pendant deux jours on négocia sans résultats. Finalement, les camionneurs perdirent patience et, laissant les betteraves où elles étaient, ils s'en allèrent faisant dire à l'intendant qu'ils ne réattelleraient pas leurs chevaux tant que la prime convenue avec le syndicat libre ne serait pas remise en vigueur.

Après deux jours de grève, l'intendant capitula.

La police, sauveur de la "Fédération des syndicats" (I.T.F.) Les secrétaires de la "Fédération fasciste des "syndicats" autrichiens désignés par le gouvernement tâchent d'empêcher par tous les moyens que les hommes de confiance légalement élus fin 1936 par les travailleurs se chargent de manière indépendante de la défense de leurs intérêts. La section des employés du commerce s'est assurée à cet effet de l'aide de la police et a déclaré dans une circulaire: "Il est nécessaire que toutes les réunions, par conséquent aussi une petite réunion de personnel au sein d'une entreprise, soient notifiées d'avance aux autorités. A Vienne la notification doit se faire par l'intermédiaire du secrétariat du syndicat. Il est nécessaire par conséquent de toujours s'entendre d'avance avec ce secrétariat au sujet de la tenue d'une réunion et de son ordre du jour. Aucun organe du syndicat, donc pas non plus les hommes de confiance, n'a le droit de convoquer des assemblées ou entrevues au sujet desquelles la direction centrale du syndicat n'aurait pas préalablement été consultée".

Les secrétaires imposés aux travailleurs tranchent donc en accord avec la police, si des réunions dans les entreprises peuvent oui ou non, avoir lieu. Les hommes de confiance régulièrement élus n'ont qu'à se taire.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISMEUn agent nazi obtient un succès inattendu.

(I.T.F.) Un marin allemand ayant navigué pendant 4 ans sur des navires américains, rentra en Allemagne en 1931.

Il était longtemps réduit au chômage et dans son désespoir il se laissa enrôler dans les rangs des S.A. En 1935, les Nazis lui avaient trouvé du travail. L'organisation nationale-socialiste pour l'étranger" l'envoya à plusieurs reprises en Amérique comme "connaissant l'Amérique" avec le mandat d'y faire dans les ports "comme un simple matelot" de la propagande pour l'Allemagne nazie et de moucharder les "ennemis bolchévistes" de l'Allemagne. L'agent nazi fut donc enrôlé sur un des transatlantiques allemands et débarqua dans un des ports du Nouveau Monde; conformément aux instructions reçues, il battit les ports pendant quelques mois. A présent cet agent est rentré en Allemagne et fait à ses amis le récit de ses tristes expériences. "Tu ne peux guère t'imaginer raconta-t-il à un marin qui lui parut de toute confiance, à quel point les dockers et les marins des Etats-Unis détestent le Troisième Reich. J'ai souvent dû encaisser de rudes coups lorsque j'essayais de plaider en faveur de l'Allemagne hitlérienne. En automne 1936, lors de mon dernier séjour à Baltimore, c'est devenu grave. Dans un des locaux du port on m'a administré une telle raclée que j'ai failli rester sur la place."

Ce n'est que lorsque tous les mouchards nazis seront reconnaissables aux tâches bleues provenant de coups reçus, que l'organisation nationale-socialiste pour l'étranger cessera le mouchardage des marins et dockers.

Le piteux état du parc du matériel roulant de la Reichsbahn,

(I.T.F.) Le mauvais état dans lequel se trouve le parc du matériel roulant de la Reichsbahn, s'aggrave de

jour en jour. La Reichsbahn a essayé pendant des mois de dissimuler cet état de choses à l'étranger, mais à l'heure qu'il est, elle n'est plus en mesure de mettre à la disposition du trafic international des wagons de marchandises en bon état. "Der Eisenbahner", l'organe du Syndicat libre des cheminots d'expression allemande de Tchécoslovaquie (du 20 novembre) écrit à ce propos ce qui suit:

"Le 4 octobre dernier un déraillement s'est produit sur la ligne Tetschen-Lysa dans la gare de Sebusein, occasionnant des dommages matériels assez considérables. L'accident avait été causé par la rupture d'un essieu du wagon 26394-0-DRB de la Reichsbahn. Un examen plus approfondi a fait ressortir que la qualité du matériel était insuffisante et qu'il s'agissait d'une ancienne fissure. Elle se trouvait à un endroit où il n'était possible de remédier au défaut qu'à l'occasion d'une révision générale du véhicule. Il paraît toutefois que les révisions générales laissent beaucoup à désirer à la Reichsbahn à l'heure qu'il est. Cette opinion est confirmée par d'autres circonstances. Citons un cas précis: Lors de la visite du wagon 6773-0 Ludwigshafen, le personnel des chemins de fer tchécoslovaques de l'Etat constata à la gare de frontière que le fer du châssis était à tel point rouillé qu'un coup de marteau détacha un morceau de 5 mm d'épaisseur et que l'intérieur des poutrelles était par endroit si rouillé que le marteau des visiteurs les défonçait, état dans lequel les wagons ne se trouvaient même pas immédiatement après la guerre (1918)."

Inutile de dire qu'un pareil état de délaissement du matériel roulant signifie de graves dangers pour la sécurité du trafic et aussi du personnel. Les cheminots allemands que les Nazis ont privé de leur syndicat, n'ont pas la possibilité de remédier à cet état de choses. Mais les représentants du personnel des chemins de fer des pays limitrophes de l'Allemagne, devront du moins faire toutes les démarches susceptibles d'éviter que la sécurité des cheminots de leur pays soit compromise par l'incurie qui règne à la Reichsbahn. (Pour les rédactions: L'étendue et les causes de ce déclin à la Reichsbahn ont été traitées dans les suppléments à "Fascisme" du 16 octobre et 13 novembre 1937).

Contrôle quintuplé sur le Rhin.

(I.T.F.) Jusqu'en 1933 les autorités douanières allemandes avaient assez, pour empêcher la contrebande sur le Rhin, de 6 bateaux pour exercer un deuxième contrôle sur le trajet Wesel-Cologne. La police rhénane, placée à présent sous les ordres du chef de la Gestapo Himmler, a maintenant besoin de 26 bateaux affectés à ce deuxième contrôle. 4 bateaux vont encore prochainement être mis en service. Les agents du chef de la Gestapo sont haïs sur tous les bateaux à cause de leur attitude brutale.